



De

NOM Prénom :
Adresse :
Code postal – ville :

Pour

Nom du gérant :
Statut (Directeur général, gérant, etc) :
Nom de l'enseigne :
Adresse :
Code postal – ville :

Objet : Rappel de la législation en vigueur s'agissant du dispositif « STOP PUB »

Madame, Monsieur,

J'ai aujourd'hui pu constater que le dispositif « STOP PUB » que j'ai apposé sur ma boîte aux lettres n'avait pas été respecté puisque je me retrouve en possession, contre ma volonté, de plusieurs publicités, dont une ou plusieurs provenant de votre enseigne.

La démarche du « STOP PUB » est le reflet de l'importance que les Français accordent à la lutte contre la production irraisonnée de « produits-déchets ». C'est pourquoi, en refusant une publicité non adressée qui serait immédiatement jetée, l'objectif poursuivi est bien de réduire l'impact environnemental de notre mode de consommation. C'est un enjeu fondamental de notre temps ainsi qu'une véritable dynamique générationnelle.

Il est également important de rappeler que le code pénal français prohibe le dépôt « *en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation* » (article R633-6 du code pénal). Le cas échéant, cet article vise les publicités étant déposées dans des boîtes aux lettres munies de « STOP PUB ».

Lorsqu'un « STOP PUB » est visiblement apposé sur une boîte aux lettres et qu'il n'est pas respecté, cet article du code pénal peut être légitimement invoqué. L'article 131-38 du même code énonce une sanction à cette infraction par une contravention de 3^{ème} classe, soit une amende de 450 euros, somme multipliée par cinq si l'infraction a été commise par une personne morale, soit 2250 euros, ce qui est en l'espèce le cas.

Je vous demande donc de responsabiliser vos distributeurs sur lesquels, en tant que sous-traitants, vous devez exercer un devoir de contrôle, mais également de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre un terme à ces agissements illégaux.

Dans l'attente du rapide constat de la cessation de cette infraction,

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.